

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SG/N/10/BRA/1

G/SG/N/11/BRA/1

13 janvier 1997

(97-0083)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

NOTIFICATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 12:1 C) ET DE
L'ARTICLE 9, NOTE DE BAS DE PAGE 2, DE
L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES

BRESIL

La Mission permanente du Brésil a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 6 janvier 1997.

Eu égard à l'article 12:1 c) de l'Accord sur les sauvegardes et au document G/SG/N/8/BRA/1, par lequel le Brésil a fait savoir qu'il avait constaté l'existence d'un dommage grave causé à sa branche de production nationale par un accroissement des importations de jouets, j'ai l'honneur de notifier au Comité des sauvegardes la décision prise par les autorités brésiliennes d'appliquer une mesure de sauvegarde aux importations de ces produits, à compter du 1er janvier 1997. On trouvera ci-joint copie de l'Arrêté interministériel n° 21 du 19 décembre 1996.

Vous trouverez également ci-joint une notification au titre de l'article 9, note de bas de page 2, concernant la non-application de la mesure de sauvegarde à des pays en développement conformément à l'article 9:1 de l'Accord sur les sauvegardes.

Arrêté interministériel MICT/MF n° 21 du 19 décembre 1996

(TRADUCTION NON OFFICIELLE)

MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DU TOURISME
MINISTERE DES FINANCES

ARRETE INTERMINISTERIEL N° 21 DU 19 DECEMBRE 1996

LE MINISTRE D'ETAT DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DU TOURISME ET LE MINISTRE D'ETAT DES FINANCES, en vertu des prérogatives qui leur sont conférées par l'article 87, paragraphe unique, clause II de la Constitution, et conformément à la disposition de l'article 2 du Décret n° 1.488 du 11 mai 1995, modifié par le Décret n° 1.936 du 20 juin 1996, eu égard aux dispositions de l'Accord sur les sauvegardes, approuvé par le Décret législatif n° 30 du 15 décembre 1994 et promulgué par le Décret n° 1.355 du 30 décembre 1994, repris dans le dossier MICT/SAA/CGSG 52100-000001/96-36 et dans l'Avis juridique du SECEX n° 17 du 7 novembre 1996, et à la détermination de l'existence d'un dommage grave causé à la branche de production nationale par l'accroissement des importations brésiliennes du produit visé par le présent Arrêté interministériel, tant dans l'absolu que par rapport à la production nationale, et

CONSIDERANT

A. PROCEDURE JURIDIQUE

Le 26 avril 1996, l'Association brésilienne des fabricants de jouets (ABRINQ) a présenté une demande au Secrétariat au commerce extérieur (SECEX) du Ministère de l'industrie, du commerce et du tourisme (MICT) en vue de l'application de mesures de sauvegarde aux jouets classés sous les codes suivants de la nomenclature commune du MERCOSUR (NCM):

9501.00.00; 9502.10.10; 9502.10.90; 9502.91.00; 9502.99.00; 9503.10.00; 9503.20.00; 9503.30.00; 9503.41.00; 9503.49.00; 9503.50.00; 9503.60.00; 9503.70.00; 9503.80.10; 9503.80.90; 9503.90.10; 9503.90.90; 9504.10.10; 9504.10.91; 9504.10.99.

Le SECEX a publié la Circulaire n° 33 du 17 juin 1996 au Journal officiel de l'Union, daté du 19 juin 1996, faisant savoir qu'une enquête était ouverte pour déterminer s'il était nécessaire d'appliquer des mesures de sauvegarde aux importations brésiliennes de jouets.

Le Ministère des relations extérieures a notifié au Comité des sauvegardes de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) la décision prise et lui a fait savoir que le gouvernement brésilien envisageait d'appliquer des mesures de sauvegarde provisoires, comme le préoyaient l'article 3, paragraphe 2, du Décret n° 1.488/95, et l'article 12 de l'Accord sur les sauvegardes (Décret n° 1.355/94). Cette notification a été reproduite dans le document de l'OMC G/SG/N/6/BRA/1 du 25 juin 1996.

L'Arrêté interministériel MICT/MF n° 09 du 21 juin 1996, publié au Journal officiel de l'Union le 4 juillet 1996, prévoit l'application de mesures de sauvegarde provisoires à l'importation des jouets classés sous les codes susmentionnés de la NCM.

Le Ministère des relations extérieures a notifié au Comité des sauvegardes la décision prise et lui a fait savoir que le gouvernement brésilien était disposé à engager des consultations, comme le prévoyaient l'article 3, paragraphe 2, du Décret n° 1.488/95, et l'article 12 de l'Accord sur les sauvegardes (Décret n° 1.355/94). Cette notification a été reproduite dans le document de l'OMC G/SG/N/7/BRA/1 du 12 juillet 1996.

Après que l'application de mesures de sauvegarde provisoires a été notifiée, l'Union européenne a demandé à engager des consultations avec le gouvernement brésilien. Ces consultations se sont tenues le 12 août 1996, à Genève, et ont été jugées satisfaisantes, à ce moment, sans préjudice du droit de l'Union européenne de demander d'autres éclaircissements.

Le 14 novembre 1996, les autorités du gouvernement brésilien ont décidé d'appliquer des mesures de sauvegarde, à compter du 1er janvier 1997, aux importations de jouets relevant des codes susmentionnés de la NCM/SH.

Le Ministère des relations extérieures a fait savoir au Comité des sauvegardes que le gouvernement brésilien envisageait d'appliquer des mesures de sauvegarde et qu'il était prêt à engager des consultations, comme le prévoyaient l'article 3, paragraphe 4, du Décret n° 1.488/95, et l'article 12 de l'Accord sur les sauvegardes (Décret n° 1.355/94). Cette notification a été reproduite dans le document de l'OMC G/SG/N/8/BRA/1 du 20 novembre 1996.

Après que la décision prise a été notifiée, l'Union européenne et les Etats-Unis ont demandé à tenir avec le gouvernement brésilien des consultations, qui ont eu lieu, respectivement, les 4 et 5 décembre à Genève.

B. ENQUETE

Lorsque l'enquête a commencé, un questionnaire a été élaboré à ce sujet et a été adressé à 42 entreprises de fabrication de jouets ayant leur siège dans le pays, afin d'analyser le comportement de la branche de production nationale, le dommage grave ou la menace d'un dommage grave causé par l'accroissement des importations. Sur les 31 entreprises qui ont répondu au questionnaire, 21 ont présenté des renseignements comparables, qui ont été pris en compte dans l'enquête.

En outre, Mattel Inc., fabricant de jouets aux Etats-Unis, l'Association brésilienne des détaillants de jouets (ABREB), qui regroupe des détaillants de jouets nationaux et importés, et Toy Manufacturing of America, Inc. (TMA), association de fabricants et de détaillants de jouets, ont fait part de leur intérêt dans la procédure.

Les parties intéressées susmentionnées ont demandé que des auditions soient organisées, lesquelles ont eu lieu au Département de la défense commerciale (DECOM) du SECEX/MICT, les 10 et 18 juillet et 23 août 1996, respectivement. Les parties ont formulé par écrit leurs observations au sujet de la procédure, et celles-ci ont été présentées le 19 juillet par l'ABREB, le 23 août par TMA et le 11 octobre par Mattel. Il convient de signaler que TMA, au cours de l'audition, a indiqué qu'elle était disposée à fournir des renseignements sur le marché international du jouet, renseignements qui n'avaient pas été reçus au moment où l'Avis n° 17 du SECEX a été élaboré.

Il y a lieu de noter que des possibilités égales ont été ménagées à toutes les parties pour qu'elles puissent se faire entendre, suivre la procédure et formuler des observations éventuelles.

C. PRODUIT FAISANT L'OBJET DE L'ENQUETE

L'enquête vise les jouets qui relèvent des positions 9501, 9502, 9503 et de la sous-position 9504.10 de la NCM/SH.

Il a été constaté qu'il existait différents types de jouets (balles, poupées, mots croisés, jeux vidéo, etc.), qui toutefois ne supposaient pas des marchés différents, car le consommateur qui décidait d'acheter un jouet bénéficiait d'un vaste choix déterminé par l'éventail des différents types de jouets disponibles sur le marché, qui avaient tous la même finalité: le jeu. Par ailleurs, le fait que l'on observe des niveaux de prix différents pour divers types de jouets ne nous empêche pas de les considérer comme des produits de substitution car, sur ce marché, il est avéré que l'on a la possibilité d'acheter un jouet coûteux ou certains autres types de jouets meilleur marché. Le consommateur est guidé dans son choix par des données telles que les caractéristiques de l'utilisateur final (âge, sexe, goûts) et ses ressources (prix du jouet par rapport à son revenu).

C.1 Traitement tarifaire des importations

L'évolution du droit d'importation pour les positions tarifaires considérées ici, compte tenu des Arrêtés MEFP n° 58/91, 131/92 et 261/92 et des Arrêtés MF n° 288/94 et 492/94, a été la suivante:

BAREME DU DROIT D'IMPORTATION

(en pour cent)

	1 à 9/92	10/92 à 6/93	7/93 à 2/94	3 à 5/94	6 à 9/94	10 à 12/94	1995
9501.00.00	65	55	40	20	30	20	20
9502	65	55	40	20	30/20	20	20
9503.10.00	50	55	40	20	20	20	20
9503.20.00	65	55	40	20	30	20	20
9503.30.00	65	55	40	20	30	20	20
9503.4	65	55	40	20	30	20	20
9503.50.00	65	55	40	20	30	20	20
9503.60.00	65	55	40	20	30	20	20
9503.70.00	50/65	55	40	20	30	20	20
9503.8	65	55	40	20	30	20	20
9503.9	50/65	55	40	20	30/20	20	20
9504.10.10	50	40	30	30	30	20	20
9504.10.91	45	40	30	30	30	20	20
9504.10.99	50	40	30	30	30	20	20

D. "PRODUIT DIRECTEMENT CONCURRENT" ET BRANCHE DE PRODUCTION NATIONALE

L'article 4, paragraphe 1, alinéa c) de l'Accord sur les sauvegardes (Décret n° 1.355/94) définit la branche de production nationale comme l'ensemble des producteurs des produits similaires ou directement concurrents.

Dans l'enquête en question, les "produits directement concurrents" s'entendent des produits qui sont en concurrence sur un seul et même marché et qui ont la même finalité, c'est-à-dire qu'ils sont quasiment substituables entre eux.

Sur la base de cette définition des "produits directement concurrents", la branche de production nationale qui devait être analysée a été précisée, afin de vérifier l'existence d'un dommage grave causé à la branche de production nationale par l'accroissement des importations du produit en question ou d'une menace de dommage grave.

La branche de production nationale correspondait à un échantillon de 21 fabricants de jouets, qui représentaient 71 pour cent de la production nationale, en 1995, et qui ont communiqué les données demandées dans des unités comparables.

Les entreprises qui composent la branche de production nationale ont également importé des jouets finis, mais pour une valeur qui était négligeable, 10 pour cent en 1994 et 20 pour cent en 1995 par rapport à leur facturation, ce qui n'a donc pas empêché de les considérer comme des fabricants.

E. DOMMAGE GRAVE

A toutes fins, pour l'analyse de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave, la période prise en compte allait de janvier 1992 à décembre 1995.

E.1 Importations

E.1.1 Evolution des importations de jouets

Il a été établi que, de 1992 à 1993 et de 1993 à 1994, les importations de jouets ont augmenté en volume pratiquement dans la même proportion (149,5 pour cent et 152,2 pour cent respectivement), alors qu'en 1995 par rapport à 1994, elles ont progressé plus sensiblement (355,5 pour cent).

En valeur, les importations ont suivi la même tendance à la hausse. Elles ont augmenté de 53,7 pour cent en 1993 par rapport à 1992 et de 139,7 pour cent en 1994 par rapport à 1993. Comme en volume, les importations ont enregistré en valeur une forte progression de 330,1 pour cent de 1994 à 1995.

Bien qu'elles aient suivi la même tendance, on a constaté que les importations avaient augmenté plus rapidement en volume qu'en valeur (2 766,9 pour cent et 1 485 pour cent, respectivement), ce qui s'est traduit par une baisse de 45 pour cent du prix moyen des jouets importés au cours de toute la période analysée.

E.1.2 Evolution des importations originaires des pays Membres de l'OMC

Comme les importations de jouets de toutes provenances, les importations uniquement originaires des pays Membres de l'OMC ont connu plusieurs périodes successives de croissance. Elles ont augmenté en volume de 64,5 pour cent de 1992 à 1993, de 154,8 pour cent de 1993 à 1994 et de 421,4 pour cent de 1994 à 1995. En valeur, les importations en provenance de ces pays ont progressé de 50,5 pour cent de 1992 à 1993, de 90,8 pour cent de 1993 à 1994 et de 256,6 pour cent de 1994 à 1995.

Bien qu'elles aient suivi la même tendance en valeur et en volume, les importations ont beaucoup plus augmenté en volume qu'en valeur, ce qui s'est traduit par une baisse des prix moyens de 53,1 pour cent au cours de la période analysée.

E.1.3 Part des importations dans les ventes apparentes

Il est clair que les importations ont occupé une part croissante du marché intérieur des jouets: alors que ce dernier a progressé de 25,9 pour cent de 1992 à 1993, de 34,4 pour cent de 1993 à 1994 et de 5,3 pour cent de 1994 à 1995, les importations se sont accrues de 40,4 pour cent, de 106,6 pour cent et de 321 pour cent, respectivement. Ainsi, les importations, dont la part dans les ventes apparentes était de 4,42 pour cent en 1992, de 4,92 pour cent en 1993 et de 7,57 pour cent en 1994, ont atteint une part de 30,27 pour cent en 1995, évinçant du marché non seulement la branche de production nationale, mais aussi les autres producteurs nationaux.

E.2 Analyse de la branche de production nationale

E.2.1 Evolution de la production

Il a été établi que le volume de la production de 1993 avait augmenté de 17,8 pour cent par rapport à 1992. Après cette augmentation, des baisses successives ont été enregistrées, de 8,7 pour cent de 1993 à 1994 et de 19,1 pour cent de 1994 à 1995.

Si, en volume, la production n'a augmenté que jusqu'en 1993, elle a connu, en valeur, une tendance à la hausse jusqu'en 1994, avec augmentation de 38,5 pour cent de 1992 à 1993 et de 38,9 pour cent de 1993 à 1994. La situation s'est inversée en 1995, année où l'on a enregistré une diminution de près de 69 millions de dollars, soit une baisse de 15 pour cent par rapport à l'année précédente.

Cette évolution apparemment contradictoire de la production intérieure en 1994 peut s'expliquer par la modification de la "composition" de la production, qui a commencé à prendre en compte les types de jouets d'une plus grande valeur, ainsi que par l'appréciation de la monnaie nationale par rapport au dollar nord-américain au second semestre, après la mise en oeuvre du Plan Real.

E.2.2 Evolution des ventes des produits manufacturés nationaux sur le marché intérieur

Il convient de noter qu'après une croissance de 10,6 pour cent de 1992 à 1993, les ventes intérieures ont reculé, en volume, de 5,3 pour cent en 1994 par rapport à 1993 et de 28 pour cent en 1995 par rapport à l'année précédente.

En valeur, les ventes intérieures ont évolué différemment, et ont enregistré une croissance de 21,4 pour cent de 1992 à 1993, mais, de 1993 à 1994, elles ont progressé de 40,3 pour cent. En 1995, elles ont diminué de près de 93 millions de dollars par rapport à l'année précédente, soit une baisse de 21,6 pour cent.

Ainsi, comme dans le cas de l'évolution de la production, les ventes intérieures ont suivi en 1994 une évolution apparemment contradictoire, qui s'explique également par la vente de types de produits d'une plus grande valeur, ainsi que par l'appréciation du dollar nord-américain au second semestre, et par le fait aussi qu'il y a eu une grande concentration des ventes pendant cette période.

Il convient de souligner que les ventes apparentes sont restées relativement stables jusqu'en 1994 et ont chuté de 17,84 points de pourcentage en 1995 par rapport à l'année précédente.

E.2.3 Evolution des exportations brésiliennes par rapport au marché intérieur

Les exportations de jouets représentent une part relativement réduite de la production nationale, tant en volume qu'en valeur, au cours de la période analysée.

S'agissant du volume, les données pour 1992 n'étaient pas disponibles. En 1994, les exportations ont baissé de 27,2 pour cent par rapport à 1993. De 1994 à 1995, on a enregistré une baisse considérable (52,6 pour cent).

En valeur également, malgré une légère hausse de 1992 à 1993, les exportations ont baissé de 1992 à 1995. Entre 1992 et 1993, la hausse a atteint 3,8 pour cent. Lorsque l'on compare les chiffres de 1994 avec ceux de 1993, on constate une baisse de 16,2 pour cent. En 1995, la baisse a été plus importante: 34,8 pour cent par rapport à l'année précédente.

On peut observer que la baisse des exportations au cours de la période analysée, compte tenu de la progression satisfaisante de la branche de production nationale sur le marché intérieur, indique une perte de compétitivité internationale du marché intérieur pendant cette même période.

E.2.4 Evolution des stocks

Les stocks physiques ont diminué de 6,5 pour cent de 1992 à 1993 et de 28,5 pour cent de 1993 à 1994. En 1995, cette tendance s'est inversée, les stocks augmentant de 116,6 pour cent par rapport à l'année précédente, du fait que la baisse des ventes a été plus importante que celle de la production.

Il convient de signaler qu'il n'a pas été possible de procéder à une évaluation de la valeur des stocks, car les différents critères de comptabilisation utilisés par les entreprises ne permettraient pas d'uniformiser les renseignements.

E.2.5 Evolution de l'emploi

Les données montrent qu'au cours de la période allant de 1992 à 1995, le nombre d'emplois est tombé de 9 589 à 8 245, soit une baisse de 14 pour cent, ce qui s'explique principalement par une diminution de 12 pour cent (de 9 394 à 8 245) entre 1994 et 1995. Le secteur de la production, qui regroupait en moyenne près de 70 pour cent de la main-d'oeuvre, a enregistré une baisse importante (de 6 869 à 5 656) en 1995 par rapport à 1994, baisse qui s'est chiffrée à 18 pour cent.

Le nombre total d'emplois par secteur, compte tenu des employés temporaires et des services de tierces parties, a progressé de 16,8 pour cent de 1992 à 1993 et a reculé successivement de 17,8 pour cent de 1993 à 1994 et de 1994 à 1995, respectivement. Il convient d'observer que, d'après les renseignements reçus des entreprises, qui figuraient dans les réponses aux questionnaires dans le cadre de l'enquête, la baisse du nombre d'employés temporaires a principalement touché le secteur de la production

(à 80 pour cent environ), et celle du nombre de tierces parties a concerné entièrement ce secteur.

E.2.6 Evolution de la productivité

L'analyse du volume de la production intérieure par rapport au nombre d'employés a fait apparaître une légère hausse (près de 0,9 pour cent) de la productivité de la branche de production nationale au cours de la période allant de 1992 à 1993. Toutefois, les années suivantes, on a constaté une baisse de 6,9 pour cent en 1994 par rapport à l'année précédente et de 1,7 pour cent entre 1994 et 1995.

Pour ce qui est de la valeur de la production créée par employé, on a enregistré une hausse pendant toute la période analysée: 18,6 pour cent de 1992 à 1993, 41,8 pour cent de 1993 à 1994, et 3,4 pour cent en 1995 par rapport à l'année précédente, ce qui reflète un changement dans la composition de la production.

E.2.7 Evolution des ventes totales de produits manufacturés nationaux

Pendant la période de 1992 à 1995, la facturation de la branche de production nationale du jouet a progressé d'environ 30,2 pour cent. Toutefois, le volume des ventes a chuté de 21,9 pour cent au cours de la même période. Entre 1992 et 1993, la facturation a augmenté de 20,6 pour cent, alors que le volume des ventes ne s'est accru que de 18,3 pour cent. En 1994, la facturation a progressé de 38,2 pour cent et le volume des ventes a baissé de 6,8 pour cent par rapport à l'année précédente. Entre 1994 et 1995, la facturation a reculé de 21,9 pour cent et le volume des ventes de 29,3 pour cent. Ces données nous permettent de conclure que les ventes des types de produits de moindre valeur se sont substituées à celles de types de produits de plus grande valeur.

E.2.8 Utilisation de la capacité installée

Bien que cette question soit un point du questionnaire adressé à la branche de production nationale, la mesure de la capacité installée a été très difficile à vérifier en raison de la grande flexibilité de la composition de la production. Il faut dire que, sur une seule et même ligne de production, les différents types de produits qui peuvent être fabriqués alternativement exigent des quantités plus ou moins grandes de matières premières et plus ou moins d'heures de travail, ce qui donne différents niveaux de capacité installée pour la même ligne de production. Pour cette raison, il n'a pas été possible d'analyser l'évolution de l'utilisation de la capacité installée afin d'évaluer un dommage grave ou la menace d'un tel dommage.

E.2.9 Evolution des prix

La méthode utilisée pour analyser cet aspect était fondée sur l'évolution de l'indice des prix calculé pour ce secteur par la Fondation pour la recherche économique (FIPE), qui a montré très clairement la tendance à la baisse des prix. Toutefois, l'indice de la FIPE couvre une vaste gamme de jouets importés et nationaux, de sorte que les entreprises qui constituent la branche de production nationale et les autres entreprises n'avaient pas de renseignements sur la composition de l'échantillon, ou plutôt sur la part de chacun de ces groupes dans l'échantillon analysé par la FIPE. Même s'il a été établi que la branche de production nationale représentait 50 pour cent du marché

en 1995, il n'y a aucune indication du poids de chaque groupe dans l'analyse de la FIPE. Ainsi, l'augmentation de la valeur moyenne des produits vendus par la branche de production nationale, par suite d'une modification de la composition de la production, n'est pas incompatible avec la tendance à la baisse des prix indiquée par l'indice de la FIPE.

E.2.10 Analyse économique et financière

L'analyse économique et financière a été effectuée sur la base des données extraites des comptes de patrimoine et des comptes de profits détaillés établis d'après les résultats des entreprises, montrant que la part d'une ligne de jouets avait représenté au moins 70 pour cent du revenu tiré des produits manufacturés nationaux au cours de toute la période analysée. Ainsi, sur les 21 entreprises qui composent la branche de production nationale, trois qui ne satisfaisaient pas aux prescriptions ont été écartées, ce qui a ramené le total à 18 entreprises.

E.2.10.1 Revenu liquide provenant des ventes, bénéfice brut et marge brute

La marge brute s'est contractée ces dernières années, à l'exception de 1994 où on a enregistré une croissance de 0,31 point de pourcentage par rapport à l'année précédente. Entre 1992 et 1995, cette baisse a été de 13,15 points de pourcentage, sauf pour les périodes de 1992 à 1993 et de 1994 à 1995, où elle a été de 5,13 points de pourcentage et de 8,33 points de pourcentage, respectivement.

Les revenus des ventes entre 1994 et 1995 ont baissé de 5,4 pour cent. Toutefois, l'effet sur le bénéfice brut a été bien plus important (-20,5 pour cent), traduisant une forte hausse du coût du produit vendu.

L'augmentation de ce coût peut s'expliquer en partie par la modification de la composition de la production de la branche de production nationale, qui, pour commencer, a tenté de consolider sa position sur le marché, avec des types de produits de plus grande valeur, et donc des coûts de production plus élevés.

E.2.10.2 Bénéfices et marge d'exploitation

Afin d'obtenir un résultat qui ne refléterait que l'activité principale (fabrication et vente de jouets), les bénéfices et la marge d'exploitation ont été calculés en fonction des marges bénéficiaires et d'exploitation, compte non tenu des résultats financiers, c'est-à-dire en fonction des marges d'exploitation et bénéficiaire proprement dites.

La marge d'exploitation, compte non tenu des résultats financiers, a fluctué de 1992 à 1995. En 1993, par rapport à l'année précédente, elle a diminué de 7,21 points de pourcentage, puis elle a augmenté de 6,34 points de pourcentage de 1993 à 1994. En 1995 par rapport à 1994, elle a fortement baissé, de 28,94 points de pourcentage, soit un résultat négatif de -6,62 pour cent.

Cette marge d'exploitation négative en 1995 indique que les prix appliqués n'étaient pas suffisants pour couvrir les coûts directs et indirects de fabrication, et qu'ils ont chuté cette année-là.

E.2.10.3 Liquidité courante et degré d'endettement

L'indice de la liquidité courante a fluctué au cours de la période analysée. En 1993 par rapport à 1992 et en 1994 par rapport à 1993, il a progressé de 0,06 point de pourcentage, alors qu'en 1995 par rapport à 1994, il s'est replié de 0,09 point de pourcentage.

Si, pour sa part, la liquidité a connu une évolution satisfaisante, l'indice de l'endettement général et de l'endettement à court terme a fait apparaître une croissance des capitaux de tiers par rapport aux capitaux nationaux, principalement en 1995 par rapport à 1994, période pendant laquelle l'endettement général s'est accru de 17,3 pour cent.

Toutefois, il convient de remarquer que l'endettement à long terme s'est accru davantage que l'endettement à court terme, ce qui pourrait apparemment indiquer que la branche de production nationale obtiendrait des ressources auprès de tiers pour financer de nouveaux investissements. Mais une analyse des bilans montre que cet accroissement a été principalement dû à des provisions à long terme.

E.3 Détermination de l'existence d'un dommage grave

L'analyse de l'évolution des importations et de la situation de la branche de production nationale a montré que de 1992 à 1994, la croissance des importations n'avait pas entravé l'augmentation de la valeur de la production et des ventes sur le marché intérieur, puisque la part de la branche de production nationale dans les ventes apparentes s'était maintenue. En volume, il avait été constaté que tant la production que les ventes intérieures avaient baissé en 1994 par rapport à l'année précédente.

S'agissant de la valeur, l'année 1994 devrait être prise en compte avec prudence, car la mise en oeuvre du Plan Real au second semestre a provoqué une forte croissance de la demande, soutenue par la hausse effective des revenus due à la baisse de l'inflation, qui a coïncidé avec la période où sont concentrées les ventes du secteur (jour des enfants et Noël).

En 1995, par contre, on a constaté que les indicateurs économiques étaient à la baisse. Ces indicateurs économiques concernant la branche de production nationale, qui comprenait un échantillon de 21 entreprises représentant 71 pour cent de la production nationale, étaient les suivants:

- a) baisse de la production de 19 pour cent en volume et de 15 pour cent en valeur en 1995 par rapport à 1994;
- b) baisse des ventes et de la part de la branche de production nationale dans les ventes apparentes - les ventes de jouets produits dans le pays ont chuté de 28 pour cent en volume et de 22 pour cent en valeur en 1995 par rapport à 1994. La part de la branche de production dans les ventes apparentes, en valeur, a reculé de 70 pour cent en 1994 à 52 pour cent en 1995;

- c) accroissement des stocks - les stocks physiques ont augmenté de 117 pour cent de 1994 à 1995;
- d) baisse du niveau de l'emploi - le nombre d'employés, liés directement ou indirectement à la branche de production, a chuté de 18 pour cent de 1994 à 1995;
- e) baisse de la rentabilité - en 1995 par rapport à 1994, on a constaté que la marge brute avait baissé de 16 pour cent, la marge d'exploitation de 27 points de pourcentage, la marge d'exploitation, compte non tenu des résultats financiers, et les résultats financiers de 29 points de pourcentage, et la marge de liquidité de 27 points de pourcentage;
- f) hausse de l'endettement - en 1995 par rapport à 1994, l'endettement total a augmenté de 16 pour cent.

En outre, on a constaté que les prix de la branche de production nationale étaient très inférieurs aux coûts de production, ce que reflétait la marge d'exploitation négative.

En conséquence, l'ensemble de ces indicateurs ont permis de conclure qu'un dommage grave avait été causé à la branche de production nationale en 1995.

F. LIEN DE CAUSALITE

En 1994, par suite de la mise en oeuvre du Plan Real, l'économie brésilienne dans son ensemble a connu une période de croissance.

Dans le secteur du jouet, la situation n'était pas différente et le marché avait progressé de 34 pour cent de 1993 à 1994. En dépit d'un accroissement des importations de plus de 100 pour cent, la branche de production nationale a pu se développer, principalement par l'éviction d'autres producteurs nationaux dont la participation a reculé de 28,25 pour cent en 1993 à 22,69 pour cent en 1995. Cette situation s'est modifiée en 1995, année où les importations ont continué d'augmenter et ont écarté du marché tous les fabricants nationaux.

En 1995, le marché intérieur du jouet a progressé de 5,3 pour cent par rapport à l'année précédente. Toutefois, les importations ont non seulement bénéficié de cette progression, mais ont absorbé une part de marché précédemment détenue par la branche de production nationale. Ainsi, si la valeur des importations s'est accrue de 330,1 pour cent, ce qui s'est traduit par une augmentation de leur part dans les ventes apparentes de 7,57 pour cent en 1994 à 30,27 pour cent en 1995, la valeur des ventes intérieures de la branche de production nationale a chuté de 21,6 pour cent, sa part dans les ventes apparentes tombant de 69,74 pour cent en 1994 à 51,90 pour cent en 1995, et celle des autres producteurs nationaux de 22,69 pour cent en 1994 à 17,83 pour cent en 1995.

Ainsi, les importations se sont accrues non seulement parce que la branche de production a été davantage exposée à la concurrence internationale, par suite d'une diminution du montant *ad valorem* du droit d'importation, mais également en raison d'une baisse de la compétitivité internationale de la branche de production nationale.

Le fléchissement des ventes de la branche de production nationale résultant de l'augmentation des importations a entraîné une diminution de 15 pour cent de la valeur de la production, une hausse des stocks de 116,6 pour cent et une baisse du niveau de l'emploi de 17,8 pour cent. Ces résultats ont provoqué une détérioration de la situation économique et financière de la branche de production

nationale (baisse de 28,94 points de pourcentage de la marge d'exploitation, compte non tenu des résultats financiers, et de 27,17 points de pourcentage de la marge de liquidité), qui doit faire face à une augmentation de la valeur unitaire moyenne de ses ventes intérieures.

Toutefois, d'autres facteurs, qui ont fait l'objet d'une analyse distincte de celle des importations, pourraient expliquer le dommage grave subi par la branche de production nationale, tels que les suivants:

- a) accroissement des ventes d'autres fabricants nationaux: ainsi qu'il a été indiqué, les importations ont évincé non seulement la branche de production nationale mais aussi les autres fabricants nationaux dont les ventes ont baissé et dont la part dans les ventes apparentes a en conséquence diminué;
- b) contrebande et sous-facturation: l'analyse du dommage grave n'a pris en compte que les importations effectuées officiellement ce qui n'inclut pas la contrebande, et il est évident que cela ne permet pas d'évaluer s'il y a eu ou non sous-facturation des importations effectuées en contrebande. Ce qui a été démontré, c'est que la branche de production nationale avait été évincée par les importations qui avaient été effectuées légalement.

En conséquence, le dommage grave qui a été confirmé ne pouvait pas être imputé à ces facteurs.

G. ENGAGEMENT EN MATIERE D'AJUSTEMENT

Au cours de l'enquête, un groupe de travail a été établi pour évaluer l'engagement en matière d'ajustement présenté par le secteur; il était composé de représentants du SECEX/MICT, du Secrétariat à la politique industrielle (SPI/MICT), du Secrétariat à l'accompagnement économique (SEAE/MF) et de la Banque nationale de développement économique et social (BNDES/MPO). Ce groupe, après avoir examiné la dynamique de la concurrence internationale dans ce secteur, a conclu qu'il convenait d'opérer un ajustement compétitif.

Vingt-huit entreprises du secteur du jouet représentant près de 73 pour cent de la production nationale ont signé chacune un engagement en matière d'ajustement, qui comprend des mesures visant à accroître la capacité de production, à mettre au point de nouveaux produits, à assurer la formation professionnelle et la formation à la vente, et à réaliser des investissements avec des objectifs biennaux au cours de la période allant de 1997 à 1999.

Les pouvoirs publics superviseront la mise en oeuvre de l'engagement en matière d'ajustement, pendant toute la durée de l'application des mesures de sauvegarde.

H. APPLICATION DES MESURES DE SAUVEGARDE

L'article premier du Décret n° 1.488/95 prévoit la possibilité d'appliquer des mesures de sauvegarde à l'égard d'un produit si, à l'issue de l'enquête, il est confirmé que ce produit est importé en quantités tellement accrues, dans l'absolu ou par rapport à la production nationale, et à des conditions telles qu'il cause ou menace de causer un dommage grave à la branche de production nationale de produits similaires ou directement concurrents. En outre, l'article 8 dispose que les mesures devraient être appliquées dans la mesure nécessaire pour empêcher ou réparer le dommage grave et faciliter l'ajustement.

Conformément à ce qui est prévu à l'article 9, paragraphes 1 et 4 du Décret n° 1.488/95, ces mesures ne devraient pas être appliquées pour une période supérieure à quatre ans, sauf prorogation, et si la période d'application est supérieure à un an, elles seront progressivement libéralisées, à intervalles réguliers, pendant la durée d'application. Toutefois, la durée d'application provisoire des mesures devrait être comptée dans la période totale d'application de ces mesures, conformément à l'article 4, paragraphe 2 du décret.

L'analyse effectuée par le SECEX a confirmé l'existence d'un dommage grave causé à la branche de production nationale par l'accroissement des importations en 1995.

L'évaluation de l'engagement en matière d'ajustement a indiqué que, compte tenu des conditions de compétitivité dans le secteur du jouet au plan international et des caractéristiques de la branche de production nationale, la mise en oeuvre du plan d'ajustement présenté par le secteur, devant être supervisée systématiquement par les pouvoirs publics, permettrait d'accroître la compétitivité de la branche de production nationale.

Les conditions suffisantes étaient réunies pour appliquer des mesures de sauvegarde.

CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

Article premier - Des mesures de sauvegarde sont appliquées, sous la forme d'un relèvement du montant des droits d'importation, au moyen d'une imposition additionnelle dans le cadre du Tarif extérieur commun (TEC), frappant les jouets finis visés ci-après, classés selon leur code tarifaire respectif, et suivant la chronologie suivante:

NCM/SH	Désignation des marchandises	TEC (%)	Majoration des droits prévus dans le TEC (%)		
			01.01.97 au 31.12.97	01.01.98 au 31.12.98	01.01.99 au 31.12.99
9501.00.00	Jouets à roues conçus pour être montés par les enfants, landaus et poussettes pour poupées, à l'exception des parties et composants utilisés pour la fabrication des jouets de la présente position	20	43	29	15
9502.10.10	Poupées, même habillées, animées par un mécanisme à ressort ou électrique, à l'exception des parties et composants utilisés pour la fabrication des jouets de la présente position	20	43	29	15
9502.10.90	Autres poupées, même habillées, à l'exception des parties et composants utilisés pour la fabrication des jouets de la présente position	20	43	29	15

NCM/SH	Désignation des marchandises	TEC (%)	Majoration des droits prévus dans le TEC (%)		
			01.01.97 au 31.12.97	01.01.98 au 31.12.98	01.01.99 au 31.12.99
9502.91.00	Robes et leurs accessoires, chaussures et chapeaux, à l'exception des parties et composants utilisés pour la fabrication des jouets de la présente position	20	43	29	15
9502.99.00	Autres parties et accessoires, à l'exception des parties et composants utilisés pour la fabrication des jouets de la présente position	20	43	29	15
9503.10.00	Trains électriques, y compris les rails, les signaux et autres accessoires, à l'exception des parties et composants utilisés pour la fabrication des jouets de la présente position	20	43	29	15
9503.20.00	Modèles réduits, animés ou non, autres que ceux du n° 9503.10	20	43	29	15
9503.30.00	Autres assortiments et jouets de construction	20	43	29	15
9503.41.00	Jouets représentant des animaux ou des créatures non humaines, rembourrés	20	43	29	15
9503.49.00	Autres jouets représentant des animaux ou des créatures non humaines	20	43	29	15
9503.50.00	Instruments et appareils de musique - jouets, à l'exception des parties et composants utilisés pour la fabrication des jouets de la présente position	20	43	29	15
9503.60.00	Puzzles	20	43	29	15
9503.70.00	Autres jouets, présentés en assortiments ou en panoplies	20	43	29	15
9503.80.00	Autres jouets et modèles, à moteur, électriques, à l'exception des parties et composants utilisés pour la fabrication des jouets de la présente position	20	43	29	15
9503.80.90	Autres jouets et modèles, à moteur	20	43	29	15
9503.90.10	Autres jouets, à friction, à corde ou à ressort, à l'exception des parties et composants utilisés pour la fabrication des jouets de la présente position	20	43	29	15
9503.90.90	Autres jouets, à l'exception des parties et composants utilisés pour la fabrication des jouets de la présente position	20	43	29	15

NCM/SH	Désignation des marchandises	TEC (%)	Majoration des droits prévus dans le TEC (%)		
			01.01.97 au 31.12.97	01.01.98 au 31.12.98	01.01.99 au 31.12.99
9504.10.10	Jeux vidéo, à l'exception des parties et composants utilisés pour la fabrication des jouets de la présente position	20	43	29	15
9504.10.91	Cartouches, à l'exception des parties et composants utilisés pour la fabrication des jouets de la présente position	20	43	29	15
9504.10.99	Autres parties et accessoires, à l'exception des parties et composants utilisés pour la fabrication des jouets de la présente position	20	43	29	15

Article 2 - Les dispositions de l'article précédent ne s'appliquent pas aux importations originaires des pays en développement Membres de l'OMC énumérés ci-après, compte tenu des dispositions de l'article 9 de l'Accord sur les sauvegardes (Décret n° 1.355/94): Antigua-et-Barbuda, Bangladesh, Bolivie, Chili, Corée du Sud, Equateur, Guatemala, Inde, Indonésie, Macao, Malaisie, Mexique, Paraguay, Philippines, Singapour, Sri Lanka, Thaïlande, Uruguay et Venezuela.

Article 3 - Le présent arrêté entrera en vigueur le 1er janvier 1997.

FRANCISCO DORNELLES
Ministro de Estado da Indústria,
do Comércio e do Turismo

PEDRO SAMPAIO MALAN
Ministro de Estado da Fazenda

NOTIFICATION AU TITRE DE L'ARTICLE 9, NOTE DE BAS DE PAGE 2,
DE LA NON-APPLICATION DE MESURES DE SAUVEGARDE
A DES PAYS EN DEVELOPPEMENT CONFORMEMENT
A L'ARTICLE 9:1 DE L'ACCORD SUR
LES SAUVEGARDES

Désignation de la mesure

L'article premier du Décret n° 1488/95 prévoit l'application d'une mesure de sauvegarde à l'égard d'un produit si une enquête montre que ce produit est importé en quantités tellement accrues, dans l'absolu ou par rapport à la production nationale, et à des conditions telles qu'il cause ou menace de causer un dommage grave à la branche de production nationale de produits similaires ou directement concurrents. L'article 8 du décret dispose que la mesure ne sera appliquée que dans la mesure nécessaire pour empêcher ou réparer le dommage grave et faciliter l'ajustement.

Conformément à l'article 9, paragraphes 1 et 4, du décret, ces mesures ne doivent pas être appliquées pour une période supérieure à quatre ans, sauf prorogation, et si la période d'application est supérieure à un an, la mesure doit être progressivement libéralisée, à intervalles réguliers, pendant la période d'application. La durée d'application d'une mesure provisoire est comptée dans la période totale d'application de la mesure, conformément à l'article 4, paragraphe 2, du décret.

L'enquête a permis de déterminer l'existence d'un dommage grave causé à la branche de production nationale par un accroissement des importations en 1995.

L'évaluation de l'engagement en matière d'ajustement proposé par la branche de production nationale a montré que, compte tenu de la situation de la concurrence sur les marchés internationaux et des caractéristiques de la branche de production nationale, la mise en oeuvre du plan d'ajustement, qui sera suivi en permanence par les autorités compétentes, aidera cette branche à accroître sa compétitivité.

Il a été conclu que les conditions requises pour l'application d'une mesure de sauvegarde étaient réunies.

En conséquence, la mesure de sauvegarde sera appliquée et consistera à relever les droits d'entrée en majorant les droits prévus dans le Tarif extérieur commun (TEC) pour les importations de jouets relevant des positions 9501, 9502 et 9503 ainsi que de la sous-position 9504.10 de la NBM/SH de la façon suivante:

(en pour cent)

Période	Droit d'entrée	Majoration	Droit total
du 01.01.97 au 31.12.97	20	43	63
du 01.01.98 au 31.12.98	20	29	49
du 01.01.99 au 31.12.99	20	15	35

En appliquant les droits proposés, le Brésil respectera ses engagements concernant les taux consolidés figurant dans la Liste III pour la quasi-totalité des lignes, et ce ne sera que pour les lignes 9501.00.0199, 9501.00.9900 et 9504.10.9001 que les taux appliqués en 1997 et 1998 seront supérieurs au niveau consolidé convenu pour ces années.

Désignation du produit en cause

Les produits faisant l'objet de la mesure de sauvegarde sont les "jouets", relevant des positions 9501, 9502 et 9503 ainsi que de la sous-position 9504.10 de la Nomenclature brésilienne fondée sur le Système harmonisé (NBM/SH).

Il a été noté qu'il existe différents types de jouets (balles, poupées, puzzles, jeux vidéo, etc.) qui ne représentent toutefois pas des marchés différents car le consommateur qui décide d'acheter un jouet peut choisir entre tous les types de jouets disponibles sur le marché, qui ont tous la même utilisation: le jeu. Même l'analyse des différences de prix entre les divers types de jouets n'a pas remis en cause le fait que les jouets quasiment substituables les uns aux autres car, sur ce marché, il est très fréquent que l'acheteur choisisse entre un jouet coûteux et plusieurs jouets moins onéreux. Le consommateur est guidé par les caractéristiques de l'utilisateur final (âge, sexe, goûts) et le montant qu'il est prêt à dépenser (prix du jouet par rapport à ses revenus).

Il a été vérifié qu'un jouet importé entre en concurrence avec tous les jouets produits dans le pays et pas seulement avec le produit identique; par exemple, même si le jouet importé est nouveau (c'est-à-dire qu'il n'existe pas de produit identique sur le marché), il est très possible que les ventes de ce jouet remplacent celles d'un autre jouet, produit dans le pays ou importé.

Toute tentative visant à classer les différents types de jouets par catégories empêcherait de faire une analyse appropriée du marché. Des catégories distinctes de jouets correspondent à des marchés distincts, ce qui élimine la nécessité d'analyser la concurrence entre "produits directement concurrents" et ne permet pas de comprendre correctement la structure de la concurrence et la dynamique de la croissance dans l'industrie du jouet. Par exemple, il ne conviendrait pas de faire une distinction entre les jouets représentant l'être humain, relevant de la position tarifaire 9502.10 du SH, et les jouets représentant des animaux ou des créatures non humaines (position 9503.4 du SH), pour les considérer comme des produits appartenant à des marchés distincts. Le même problème se poserait si l'on tentait d'établir une distinction en fonction du procédé de production, qui placerait les poupées en tissu et les poupées en matière plastique sur des marchés différents. Le problème serait encore plus manifeste si la distinction reposait sur la classification du Centre national d'information du jouet (développement affectif, nourrissons, monde des techniques, activités physiques, activités intellectuelles, créativité et relations sociales) qui placerait sur des marchés différents les jeux de société (relations sociales) et les puzzles (activités intellectuelles) ou les jouets pour berceaux (nourrissons) et les animaux en peluche (développement affectif).

Il a donc été considéré que, même si les caractéristiques physiques des produits relevant des diverses catégories tarifaires de la Nomenclature commune du MERCOSUR (NCM) pouvaient varier, les "produits directement concurrents" étaient surtout définis, sur le marché du jouet, en fonction du degré de substitution entre les produits destinés aux mêmes marchés.

Il en résulte qu'aux fins de l'enquête, tous les jouets fabriqués au Brésil sont considérés comme des produits directement concurrents de ceux qui sont importés.

Pays en développement auxquels la mesure ne s'applique pas conformément à l'article 9:1 de l'Accord sur les sauvegardes, et part individuelle et collective de ces pays dans les importations

Conformément à l'article 9 de l'Accord sur les sauvegardes, les mesures ne seront pas appliquées à l'égard d'un produit originaire d'un pays en développement Membre tant que la part de ce Membre dans les importations du produit considéré du Membre importateur ne dépassera pas 3 pour cent, à condition que les pays en développement Membres dont la part dans les importations est inférieure à 3 pour cent ne contribuent pas pour plus de 9 pour cent aux importations totales du produit considéré.

Comme les importations en provenance des pays en développement Membres de l'OMC dont la part dans les importations brésiliennes totales est inférieure à 3 pour cent n'ont contribué collectivement que pour 6,12 pour cent en valeur et 2,3 pour cent en volume aux importations totales en 1995, la mesure de sauvegarde projetée ne s'appliquera pas aux importations en provenance des pays suivants:

Pays	Milliers de dollars EU f.a.b.	%
Antigua-et-Barbuda	0,20	0,00
Bangladesh	16,30	0,01
Bolivie	0,20	0,00
Chili	162,80	0,12
Corée	1 870,14	1,41
Equateur	3,70	0,00
Guatemala	0,10	0,00
Inde	5,70	0,00
Indonésie	821,40	0,62
Macao	8,50	0,01
Malaisie	1 018,42	0,77
Mexique	734,20	0,55
Paraguay	1,40	0,00
Philippines	92,27	0,07
Singapour	220,66	0,17
Sri Lanka	44,10	0,03
Thaïlande	2 995,30	2,25
Uruguay	130,50	0,10
Venezuela	14,90	0,01